

Le challenge olympique de Pierre-Olivier Cœur de Lion

Il a raccroché de chez Delhaize il y a deux ans et reste pourtant hyperactif. Pierre-Olivier Beckers grimpe les échelons du sport mondial. Dernière mission en date: superviser les JO de Paris 2024 pour le CIO. Son objectif? Ramener l'éthique et les valeurs sportives au cœur du sport business.

CV EXPRESS

Né en 1960.

Licencié en sciences économiques appliquées de l'UCL. MBA à Harvard.

Débute chez Delhaize comme directeur de magasins aux USA. Nommé CEO en 1999, poste qu'il quitte fin 2013.

Président du Comité olympique belge.

Va coordonner les JO de Paris 2024.

BENJAMIN EVERAERT

Dans les bureaux du Comité olympique et interfédéral belge (COIB), le décompte affiche 87 jours et 15h58. C'est le temps qui reste aux équipes avant le début des prochains Jeux Olympiques d'hiver à PyeongChang en Corée du Sud.

Dans la tête du président du COIB, Pierre-Olivier Beckers, un autre compte à rebours vient d'être enclenché. L'ancien patron de Delhaize a été nommé par le Comité international olympique (CIO) pour diriger la Commission de coordination des Jeux Olympiques de Paris 2024. Un poste important, car il s'agira de suivre et d'assister l'essentiel du processus d'organisation des JO de Paris 2024 pour le compte du CIO. Un

poste qui s'ajoute à ses multiples casquettes.

Depuis son départ de chez Delhaize en 2013, Pierre-Olivier Beckers ne connaît toujours pas la pension. «Mon épouse m'a demandé quelques fois: 'mais tu n'avais pas annoncé que tu allais prendre un peu de recul par rapport à ton emploi du temps chez Delhaize?'», sourit Beckers. «Si je fais le compte aujourd'hui, je suis autant voire plus occupé.»

Casting essentiel

La mission de coordination des JO de Paris 2024 est un gros morceau. C'est une organisation entière qui doit se mettre en place. Celle-ci a débuté par la nomination d'un président, Tony Estanguet, ancien champion de canoë français. D'ici 4 à 5 ans, l'organisation des JO sera passée d'une personne à 4.000 employés sans compter les bénévoles qui devraient être 50.000 lors de l'événement. Le casting sera essentiel. «Il faut constituer la bonne charpente de management avec des personnes qui viennent avec une grande expérience des Jeux, d'autres qui connaissent bien les rouages en France pour obtenir les autorisations, mais je voudrais être sûr que l'on ait des gens qui ont l'habitude d'organiser de grands événements dans le milieu des affaires ou artistique, mais qui ne sont pas trop associés au monde olympique et qui auront une vision différente», explique le président.

Lui-même n'a pas sollicité le poste, c'est le CIO qui est venu le chercher. «Je ne vais pas chômer, c'est clair. Mais quand vous recevez un tel défi, c'est une opportunité tellement belle, on ne peut pas la refuser». Il sera le trait d'union entre les instances olympiques et les organisateurs français.

Son rôle sera d'abord de s'assurer que les Jeux sont organisés à temps et à heure et que les organisateurs respectent scrupuleusement le cahier de charges. «Pour que cela puisse se produire, mon rôle sera autant d'être un guide et un conseiller pour mettre à disposition du Comité d'organisation les nombreuses ressources du CIO pour l'organisation, les compétences techniques et l'expérience qui y existe.

Il y a un département entier au CIO avec des employés qui ne font rien d'autre que s'assurer du soutien à l'organisation».

Son passé de chef d'entreprise ne lui fera en tout cas pas oublier les chiffres. Trop souvent par le passé, les organisateurs des Jeux ont fait exploser les budgets, ce qui a rejailli très négativement sur toute l'organisation olympique. Pour Paris 2024, le Comité olympique français et les pouvoirs publics espèrent tourner autour de 3,8 milliards d'euros de budget rien que pour l'organisation.

Pour la première fois, il y aura aussi une véritable société publique Solideo pour tous les investissements publics qui ne sont pas liés exclusivement aux Jeux mais qui gonflaient la facture, soit une enveloppe de 3,14 milliards en plus pour porter le budget total à 6,8 milliards d'euros.

Souvent, les villes olympiques profitent des Jeux pour construire des infrastructures nécessaires aux villes. «Nous voulons absolument faire la distinction, car il y a eu trop d'amalgames. On a parlé de 12 à 14 milliards de dollars de coûts pour les JO de Rio, de 50 milliards de dollars pour les JO de Sochi. C'est parce que des villes prennent des décisions d'investissement. Dans le cas de Rio, c'était indispensable. C'était une ville qui avait des infrastructures comme une ville de moyenne importance, alors qu'elle est de taille et d'impact mondial».

Il avoue néanmoins que tout n'a pas été rose dans ces deux éditions, mais il insiste qu'à Rio, «on parle de la création d'autoroutes, de rings, d'un métro, de sites propres pour les bus. La pollution à Rio était épouvantable, l'eau courante et les égouts ne représentaient qu'une petite partie de la surface totale. Aujourd'hui, plus de 70% des Cariocas ont accès à un transport public à proximité contre 15% avant les Jeux et on a le même genre de statistiques pour le réseau d'égouttage».

Amoureux des valeurs sportives, homme bien occupé, Pierre-Olivier Beckers nourrit le vœu que les Jeux de Paris constituent un tournant dans l'histoire des Jeux Olympiques.

piques avec un retour au bon sens, aux budgets bien ficelés et aux valeurs olympiques.

«Dans les minutes qui ont suivi ma conversation téléphonique pour ce poste, j'ai pensé que ce serait merveilleux si ces JO de 2024 sont un point d'inflexion de l'histoire olympique, avec non seulement le respect des budgets, mais également des jeux qui laissent un héritage pour les générations à venir. Un héritage environnemental, sociétal, des infrastructures, etc.»

Retour aux valeurs

C'est ce qui l'anime. L'homme n'a finalement plus grand-chose à prouver, dans la mesure où il a déjà la réussite professionnelle derrière lui. C'est peut-être cela aussi qui a fait qu'il a été choisi pour la fonction, et qu'il soit francophone n'est certainement pas étranger à sa nomination.

«Nelson Mandela disait 'le sport a le pouvoir de changer le monde'. Ça me fait vibrer. C'est l'essence même des JO modernes», dit-il.

Changer le monde c'est quelque chose que l'ex-patron essaye également de faire dans ses affaires. Il a investi dans 7 sociétés «qui ont une vision de marché différente». Des sociétés qui œuvrent au bien commun et qui ne sont pas «emmerdées par ce poids de l'histoire, par les attentes des actionnaires qui ne vont pas accepter une baisse de la croissance de la rentabilité au prochain trimestre». Une activité qui lui prend aussi beaucoup de temps, surtout qu'il n'existe pas de structures de soutien comme dans des entreprises à la Delhaize, et qu'il doit être «plus souvent sur le pont».

Œuvrer à des combats nobles grâce à ses acquis, c'est aussi ce qui pousse Beckers à

progresser dans la sphère sportive. «Le sport en tant que tel a des valeurs qui sont en phase avec les valeurs fondamentales de l'être humain et de la vie en société. On sait comment ces valeurs sont importantes aujourd'hui en termes de solidarité et d'intégration.» Beckers ne veut pas être noble que par le titre, mais aussi par les actes. Ne vous en faites pas pour lui, il assure avoir la santé pour relever un défi qui s'étalera sur 7 ans.

«Nelson Mandela disait 'le sport a le pouvoir de changer le monde'. Ça me fait vibrer. C'est l'essence même des JO modernes.»

PIERRE-OLIVIER BECKERS
PRÉSIDENT DU COMITÉ OLYMPIQUE BELGE

L'argent dans le sport ? «On est tombé dans l'excès»

LES PHRASES CLÉS

«Trop de managers n'ont pas les compétences pour gérer l'argent du sport.»

«Les membres du CIO vont devoir signer un document stipulant les conflits d'intérêts, comme en entreprise.»

«Il faut absolument que les appels d'offres de Paris soient réalisés à temps pour éviter les problèmes de Rio.»

Dans les grands événements sportifs de ces dernières années, le thème de la corruption a été récurrent. Que peut-on faire pour l'endiguer?

C'est un des éléments essentiels de ma fonction. Il faut s'assurer que le budget n'est pas juste un chiffre, mais un détail précis des différents postes. Qu'il y ait une procédure d'appel d'offres transparente et connue. Que ces appels d'offres soient réalisés à temps.

Ces Jeux se déroulent en Europe, cela vous rend plus à l'aise?

Je suis très à l'aise par rapport à Paris. Il faut néanmoins ne pas s'y prendre trop tard dans les appels d'offres. Il y a eu de ça à Rio. On s'y est pris trop tard sur certains chantiers. Ils

devaient être construits en un an et il n'y avait qu'une seule entreprise qui était encore en mesure de le faire. Ce qui lui a donné le pouvoir. Le manque de planning y a coûté beaucoup d'argent, il faut absolument éviter cela. L'autre problème, c'est que pour toutes les grosses infrastructures d'autres considérations peuvent prendre trop d'importance.

Politiques, vous voulez dire?

On doit s'assurer que les considérations politiques sont gérées, modérées et ne viennent pas impacter négativement le choix des contractants pour les chantiers. C'est un des rôles importants pour la Commission de coordination que je préside. Je pense que là on peut être autant un challenger qu'un partenaire du comité d'organisation.

Vous parlez beaucoup de valeurs humaines. Comment voyez-vous tout ce qui se passe aujourd'hui dans le football?

On est tombé dans l'excès. Il y a 35 ans, il n'y

avait pas d'argent ou très peu. Des sommités comme Eddy Merckx ont gagné peu d'argent dans leur carrière sportive. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Je ne dis pas qu'il faut changer cela, mais il faut beaucoup mieux encadrer. Il faut beaucoup mieux éduquer les jeunes sportifs sur la valeur de modèle qu'ils ont à jouer. Comme ils reçoivent beaucoup, ils doivent aussi rendre à la société. Certains athlètes le font, d'autres pas.

Et au niveau des dirigeants?

Il faut mettre un cadre. Personnellement, c'est le clou sur lequel je frappe le plus. J'ai vécu de plein fouet les grosses crises de réputation du monde des affaires en 2002,

2003 et 2008 évidemment. Parmalat, WorldCom, Enron et bien d'autres. Ces scandales comptables ont complètement terni l'image qu'avaient les particuliers des entreprises. Les entreprises ont été amenées à créer une commission de bonne gouvernance. Ça s'est passé dans presque tous les pays.

Vous croyez donc beaucoup dans l'autorégulation? Que ce soit dans le sport ou dans les entreprises?

Énormément, mais elle doit être forte et visible à très court terme si le sport veut garder le soutien des jeunes, des spectateurs, de l'opinion publique, des autorités et des sponsors. Il y a un risque aujourd'hui. Des jeunes disent: «Ce n'est pas comme ça que j'ai envie de vivre ma vie.» Des sponsors commencent à retirer leurs billes. Les entreprises hésitent de moins en moins, car dans ce monde ultra-connecté, la moindre dérive a un impact immédiat.

Est-ce un problème qui dépasse le foot?

Il y a des excès dans d'autres sports d'équipe. Le scandale immense des paris sportifs illégaux se passe dans le football et dans d'autres sports comme le basket ou le tennis, mais aussi le badminton! On l'a vu lors des JO de Londres. Il y a également beaucoup d'argent et de blanchiment via les paris illégaux. La Belgique était très en retard. On a mis toutes les autorités autour de la table au cours des deux dernières années pour solutionner le problème.

Concernant le volet organisation des clubs, y a-t-il beaucoup à faire?

Un des problèmes est la non-formation des dirigeants sportifs. Il existe des programmes en Belgique pour former les managers de

club. Avec des diplômés à la clé. On va dans le bon sens. Les dérives ne sont pas toujours la conséquence de manque d'éthique et d'intégrité, mais simplement d'une absence de compétences.

De l'amateurisme donc?

Il y en a trop encore. Des gens gèrent des clubs dans des sports où il y a énormément d'argent, mais ils n'ont pas les compétences pour y arriver.

Ce qui attire d'autres personnes alors?

Oui, c'est le problème de l'argent facile dans le sport. Le nombre de clubs ou de fédérations qui ont des comités d'audit externes professionnels et corrects est bien insuffisant. Il faut absolument changer cela. On y travaille beaucoup au CIO.

On dit que l'on travaille dans ce sens-là et dans le même temps on va avoir une Coupe du Monde au Qatar. Pensez-vous que cela a du sens?

On peut se poser beaucoup de questions sur la localisation de certains événements sportifs. On peut difficilement imaginer que le Qatar, avec leur météo, soit l'endroit qui assurera un bien-être physique pour le déroulement des compétitions aux athlètes. En termes de participation de la population et des fans de foot, c'est difficile d'imaginer qu'il y aura le même genre d'attractivité que dans d'autres pays.

Y a-t-il plus de garde-fous au CIO qu'à la Fifa pour que le CIO ne connaisse pas ce

genre de problème?

On compte quand même une centaine de membres qui votent. Le nombre d'électeurs est déjà une assurance en soi. Les règles d'attribution des Jeux sont très claires et transparentes. Ceci étant dit, il est difficile de dire que le CIO est parfait. On vit aujourd'hui un certain nombre d'investigations concernant des membres du CIO aussi bien pour Rio que pour Tokyo, et des membres du CIO comme Franky Fredericks sont aujourd'hui inculpés.

Qu'est-ce que le CIO peut faire en plus contre cela?

Il y a, au sein du CIO, un certain nombre de gens qui ne se rendent pas compte de ce qui est correct et acceptable et de ce qui ne l'est pas. Pour la première fois, on a enfin accepté que chaque membre du CIO soit formé. À partir de maintenant, chaque membre doit

également remplir un document où il déclare les conflits d'intérêts qu'il pourrait avoir vis-à-vis de villes, sponsors ou autres. Pour être sûr qu'il n'ait pas voix au chapitre en cas de conflit dans un dossier.

Un document de ce type a-t-il beaucoup de poids?

Si quelqu'un a envie de tricher, il peut toujours le faire. Mais je pense que c'est un do-

document qui a du poids, il existe aussi dans le monde des affaires. Dans chaque société cotée aujourd'hui, les administrateurs doivent remplir un questionnaire de conflit d'intérêts. Ce questionnaire force la personne à se poser les bonnes questions. À partir du moment où l'on a signé ce document, on se place dans une base juridique pour des poursuites si on ne respecte pas la règle.

Des Jeux quasi à domicile pour les (entreprises) Belges

Bruxelles-Paris, c'est 1h25 en Thalys. Une bonne nouvelle pour nos athlètes et nos supporters, mais surtout une superbe opportunité pour nos entreprises.

Paris 2024 n'est pas qu'un beau défi pour Pierre-Olivier Beckers, mais une opportunité pour de nombreux Belges. Pour les sportifs belges d'abord. Nos athlètes n'auront pas à devoir s'acclimater au décalage horaire après un voyage fatigant. Ils pourront travailler dans leurs infrastructures habituelles et se rendre dans le village olympique qui sera à

environ deux heures depuis Bruxelles. Il est fort à parier qu'ils pourront rester longtemps en Belgique avant le début de la compétition, un avantage indéniable. De nombreux supporters belges devraient faire le déplacement pour l'occasion. Un soutien également essentiel pour la performance.

Appels d'offres alléchants

Mais l'avantage sportif n'est pas le seul. Des entreprises belges ont pris l'habitude de soumissionner pour les compétitions olympiques. En Belgique, le «Sport Technology Club» regroupant des entreprises a été créé et s'est bien vendu aux JO de Pékin, Londres ou Rio. Mais Paris étant plus proche, les entreprises belges pourront participer à davantage d'appels d'offres dans des domaines très variés.

Les sociétés de constructions se-

ront aux aguets notamment pour les gros chantiers de rénovation du dossier ou la construction d'une piscine olympique en dur destinée à perdurer par la suite. «C'est aussi une opportunité pour des sponsors belges de devenir partenaires officiels de Paris 2024, qui rayonnera fort en Belgique», ajoute Pierre-Olivier Beckers, président de la Commission de coordination du CIO pour les JO de Paris 2024. Le CIO a ses sponsors structurels comme Panasonic, Coca-Cola, Alibaba, Toyota etc. À côté de cela, la ville organisatrice développe son propre réseau de sponsors spécifiques: «je pense que des sociétés belges

auront l'occasion d'en faire partie», dit Beckers. L'enjeu est important pour les organisateurs, car la ville essaye de récolter environ un milliard de dollars avec le sponsoring.

6,8 milliards €

En tout, le budget des JO de 2024 de Paris sera de 6,8 milliards d'euros. Les appels d'offres ne manqueront pas pour les entreprises belges.